

INHOUDSTAFEL – TABLE DES MATIERES

Woord vooraf	V
door J. MILQUET	
Avant-propos	VII
par J. MILQUET	
Algemene Inleiding	IX
Executive Summary (NL)	XV
Executive Summary (FR)	XXI
Executive Summary (EN)	XXVII
Inhoudstafel – Table des matières	XXXIII
PARTIE 1^{re} – ETUDE JURIDIQUE	1
DEEL 1 – JURIDISCHE STUDIE	1
Introduction	3
CHAPITRE 1^{er} – INTRODUCTION HISTORIQUE	5
HOOFDSTUK 1 – HISTORISCHE INLEIDING	5
1.1. Le début des concertations sociales (1948)	6
1.2. La création de la profession de réviseur d’entreprises (1953)	7
1.3. La conférence économique et sociale (février-mars 1970)	8
1.4. L’avis du Conseil central de l’économie (12 juillet 1972)	9
1.5. La convention collective de travail n° 9 du 9 mars 1972	10
1.6. Les informations économiques et financières (27 novembre 1973)	12
1.7. La réforme du révisorat (1985)	13
1.8. Le bilan social (22 décembre 1995)	15
1.9. La loi du 2 août 2002 et l’arrêté royal du 30 avril 2007 coordonnant la loi de 1953	16
1.10. Le comité d’entreprise européen	18
CHAPITRE 2 – LE CONSEIL D’ENTREPRISE ET SES COMPETENCES	21
HOOFDSTUK 2 – DE ONDERNEMINGSRAAD EN ZIJN BEVOEGDHEDEN	21
2.1. Introduction	22
2.2. L’obligation d’instituer un Conseil d’entreprise	22
2.2.1. Les entreprises (avec ou sans finalité industrielle ou commerciale) occupant au moins 100 travailleurs	22
2.2.2. Les entreprises (avec ou sans finalité industrielle ou commerciale) occupant de 50 à 99 travailleurs	25
A. Lorsqu’un Conseil d’entreprise a été ou aurait dû être institué lors des élections précédentes	25

XXXIII

B.	Lorsque aucun Conseil d'entreprise n'a été ni n'aurait dû être institué lors des élections précédentes	25
2.2.3.	Les entreprises (avec ou sans finalité industrielle ou commerciale) occupant moins de 50 travailleurs	27
2.3.	La composition du Conseil d'entreprise	29
2.4.	Le fonctionnement du Conseil d'entreprise	30
2.4.1.	Réunions	30
2.4.2.	Présidence	30
2.4.3.	Secrétariat	30
2.4.4.	Mode de prise de décision	31
2.4.5.	Règlement d'ordre intérieur	31
2.5.	Les compétences du Conseil d'entreprise	33
2.5.1.	Les missions d'information en matière économique et financière	35
2.5.2.	Les missions d'information en matière d'emploi	35
2.5.3.	Les missions de consultation	36
2.5.4.	Les missions de décision	36
2.5.5.	Les missions de contrôle	37

CHAPITRE 3 – LE REVISEUR D'ENTREPRISES ET SES QUALITES 39

HOOFDSTUK 3 – DE BEDRIJFSREVISOR EN ZIJN KWALITEITEN 39

3.1.	Introduction	40
3.2.	L'accès à la profession de réviseur d'entreprises	41
3.2.1.	Généralités	41
3.2.2.	Les conditions d'accès à la profession	41
A.	Généralités	41
B.	Pour les personnes physiques de l'Union européenne ou domiciliées en Belgique	42
C.	Pour les personnes morales ayant leur siège dans l'Union européenne	43
D.	Pour les personnes physiques ou morales de pays tiers	44
3.2.3.	Le registre public de l'IRE	44
3.2.4.	La protection du titre de réviseur d'entreprises	44
3.3.	La nomination du réviseur d'entreprises	45
3.3.1.	Introduction	45
A.	Distinctions préalables	45
B.	Aperçu général de la procédure	45
C.	Nature de la décision du Conseil d'entreprise	46
3.3.2.	Proposition des candidats par le comité d'audit (dans les sociétés cotées)	47
A.	Observations préalables	47
B.	Equilibre entre le comité d'audit, l'organe de gestion et le Conseil d'entreprise	49
C.	Sanction	50
3.3.3.	Proposition des candidats par l'organe de gestion	50
3.3.4.	Délibération par le Conseil d'entreprise	52
A.	Accord spécifique ou procédure supplétive	52
B.	Quorum de présence	53

C.	Dates des réunions de délibération	54
D.	Informations préalables	54
E.	Présentation du candidat aux réunions de délibération	55
F.	Conditions de majorité au sein du Conseil d'entreprise	56
G.	Rejet du candidat au sein du Conseil d'entreprise	57
3.3.5.	Nomination par l'assemblée générale	57
3.3.6.	Renouvellement de mandat	58
3.3.7.	Sanction du non-respect de la procédure	58
3.3.8.	Nomination judiciaire du réviseur d'entreprises	58
A.	Généralités	58
B.	Cas pour lesquels le juge peut être saisi	59
C.	Tribunal compétent	59
D.	Choix du candidat et de sa rémunération	60
E.	Consultation du Conseil d'entreprise	60
F.	Confirmation ou remplacement du réviseur d'entreprises nommé par le juge	61
G.	Jurisprudence : le remplacement du réviseur d'entreprises en cas de changement d'actionnariat	61
3.3.9.	Cas particulier : le réviseur d'entreprises « personne morale »	62
A.	Généralités	62
B.	Champ d'application	63
C.	Qualité et nombre de représentants permanents	64
D.	Nomination <i>intuitu personae</i> ou non du représentant du cabinet de révision	64
E.	Remplacement du représentant permanent	65
3.4.	Les garanties en matière d'indépendance	66
3.4.1.	Les incompatibilités et la période de <i>cooling-off</i>	66
A.	Les incompatibilités avec la profession de réviseur d'entreprises	66
B.	Les incompatibilités avec les missions confiées au réviseur d'entreprises	66
3.4.2.	La rémunération du réviseur d'entreprises	70
A.	Généralités	70
B.	Les deux catégories de rémunération	70
C.	Les règles garantissant l'indépendance financière du réviseur d'entreprises	74
D.	Les règles de transparence	78
E.	La répartition des compétences en matière de rémunération	80
F.	Les sanctions	82
3.4.3.	Le rôle du comité d'avis et de contrôle (ACCOM)	82
3.4.4.	Le rôle du comité d'audit	82
3.5.	La responsabilité civile, pénale et disciplinaire du réviseur d'entreprises	84
3.5.1.	La responsabilité civile	84
A.	Généralités	84
B.	La responsabilité pour faute	84
C.	La responsabilité pour infraction aux dispositions du Code des sociétés et des statuts	85

	D. La responsabilité de droit commun	86
	E. L'interdiction de clauses d'exonération et plafond de responsabilité	86
3.5.2.	La responsabilité pénale	87
3.5.3.	La responsabilité disciplinaire	87
	A. Les particularités de la responsabilité disciplinaire	87
	B. Le système de supervision publique et ses objectifs	88
	C. La procédure disciplinaire	89
	D. Les sanctions disciplinaires	92
3.6.	La cessation du mandat du réviseur d'entreprises	93
3.6.1.	La durée du mandat	93
	A. En cas de nomination par l'assemblée générale	93
	B. En cas de nomination par le juge	94
3.6.2.	La révocation du réviseur d'entreprises	95
	A. Motifs de révocation	95
	B. Procédure de révocation	96
3.6.3.	La démission du réviseur d'entreprises	97
	A. Généralités	97
	B. Démission pour motifs personnels graves	97
	C. Démission sans motif personnel grave	98
	D. Démission de commun accord des parties	99
	E. Mention au Conseil supérieur des Professions économiques	99

CHAPITRE 4 – LE REVISEUR D'ENTREPRISES ET LE CONSEIL D'ENTREPRISE **101**

HOOFDSTUK 4 – DE BEDRIJFSREVISOR EN DE ONDERNEMINGSRAAD **101**

4.1.	La répartition des tâches à l'égard du Conseil d'entreprise	102
4.1.1.	Généralités	102
4.1.2.	Le rôle de l'organe de gestion	102
	A. Introduction	102
	B. Objectifs poursuivis par la transmission des IEF	102
	C. Contenu des IEF	102
	D. Confidentialité	107
	E. Discussion des IEF	110
4.1.3.	Le rôle du réviseur d'entreprises	112
	A. Généralités	112
	B. Faire rapport sur les comptes annuels et sur le rapport de gestion	112
	C. Certifier le caractère fidèle et complet des IEF transmises	113
	D. Analyser et expliquer les IEF	114
	E. Le cas échéant, dénoncer les lacunes	114
4.2.	Les travaux de révision	115
4.2.1.	Généralités	115
4.2.2.	La spécificité du contrôle	115
4.2.3.	La consignation par écrit des travaux de contrôle	115
4.2.4.	L'objectif du contrôle	116

4.2.5.	La planification du contrôle	117
	A. La planification du contrôle en général	117
	B. Le cas particulier des entreprises en difficultés	117
4.2.6.	La récolte des éléments d'information	117
4.2.7.	Les relations avec l'organe de gestion	118
4.3.	Les rapports du réviseur d'entreprises	120
4.3.1.	Les deux types de rapports	120
4.3.2.	Le rapport d'attestation des comptes annuels	120
	A. Le contenu du rapport	120
	B. Le cas particulier de l'entreprise en difficultés	122
	C. Le bilan social	128
	D. Le rapport sur les comptes consolidés	129
4.3.3.	Les rapports de certification des IEF	135
	A. Les informations devant être certifiées	135
	B. Le contenu des rapports de certification	136
	C. Le modèle de rapport présenté par le Conseil de l'IRE	141
4.4.	Le délai de communication des rapports	143
4.4.1.	Les délais légaux et réglementaires	143
	A. Généralités	143
	B. L'information de base	143
	C. L'information annuelle	144
	D. L'information périodique	145
	E. L'information occasionnelle	145
4.4.2.	Le respect des délais	145
4.5.	La participation du réviseur d'entreprises aux réunions du Conseil d'entreprise	147
4.5.1.	Réunions portant sur les IEF	147
	A. Obligation ou faculté de participation	147
	B. Invitation du réviseur d'entreprises et empêchement	148
4.5.2.	Réunions préparatoires	148
4.5.3.	Réunions extraordinaires ou d'urgence	150
4.6.	Le rôle du réviseur d'entreprises lors des réunions du Conseil d'entreprise	151
4.6.1.	Analyser et expliquer les IEF	151
	A. Le rôle pédagogique du réviseur d'entreprises	151
	B. Les limites du rôle pédagogique	151
	C. Principes pédagogiques	152
	D. Explications orales et écrites	152
4.6.2.	Répondre aux questions	154
BIBLIOGRAPHIE – PRINCIPALES SOURCES LEGALES ET REGLEMENTAIRES		157
BIBLIOGRAFIE – BELANGRIJKSTE WETTELIJKE EN REGLEMENTAIRE BRONNEN		157
1.	Droit européen	158
2.	Droit belge	158
	2.1. Lois	158

2.2. Arrêtés royaux	159
2.3. Normes et avis du Conseil de l'IRE	160
3. Jurisprudence citée	160
4. Articles et ouvrages	160
5. Divers	162

DEEL 2 – BEVRAGING VAN ONDERNEMINGSRAADLEDEN	163
PARTIE 2 – ENQUETE DES MEMBRES DU CONSEIL D'ENTREPRISE	163

Inleiding	165
-----------	-----

HOOFDSTUK 5 – METHODOLOGIE	167
CHAPITRE 5 – METHODOLOGIE	167

5.1. Inleiding	168
5.2. Bevragingwijze	169
5.3. Steekproef	171
5.4. Veldwerk	173
5.5. Responsoverzicht	174
5.6. Profiel van de bevroagden	176
5.7. Belangrijke analysestappen	180
5.8. Conclusie	181

HOOFDSTUK 6 – ECONOMISCH-FINANCIËLE INFORMATIE ALS CONTEXT	183
CHAPITRE 6 – INFORMATION ECONOMICO-FINANCIERE COMME CONTEXTE	183

6.1. Inleiding	184
6.2. Belang	185
6.3. Al of niet verstrekking	187
6.3.1. Inleiding	187
6.3.2. Basisinformatie	187
6.3.3. Verstrekking van de jaarlijkse informatie	188
6.3.4. Periodieke informatie aan de Ondernemingsraad	190
6.3.5. Occasionele informatie	192
6.4. Totaalscore formele procedures	194
6.5. Proceskwaliteit	196
6.5.1. Algemeen	196
6.5.2. EFI-competentie werknemersvertegenwoordiging	196
6.5.3. Interesse van werkgeverszijde in EFI-gebeuren	198
6.6. Samengevat in clusters	200
6.7. Conclusie	202

HOOFDSTUK 7 – TAAKVERVULLING EN NAKOMING VAN NORMEN	203
--	------------

CHAPITRE 7 – ACCOMPLISSEMENT DES TACHES ET RESPECT DES NORMES	203
--	------------

7.1. Algemeen	204
---------------	-----

7.2.	“Verkeerde” taakverwachtingen?	205
7.3.	Verslag over de jaarrekening	207
7.4.	Certificeringsverslag	208
7.4.1.	Algemeen	208
7.4.2.	Certificering van de basisinformatie ontvangen of niet	208
7.4.3.	Jaarlijks verslag ontvangen of niet	209
7.4.4.	Tijdstip van ontvangst	209
7.4.5.	Onderwerpen van de (jaarlijkse) certificering	210
	A. Welke soorten EFI?	210
	B. Welke inhoudelijke componenten?	211
7.5.	Ontleden en verklaren	212
7.5.1.	Componenten in het verslag van de bedrijfsrevisor	212
7.5.2.	Perceptie van de pedagogische taak	214
7.6.	Deelname aan vergaderingen	217
7.6.1.	OR-vergaderingen met EFI-verstrekking	217
	A. Algemeen	217
	B. Dwingende aanwezigheid bij jaarlijkse EFI	217
	C. Optionele aanwezigheid bij andere EFI-verstrekking	217
	D. Actieve deelname	218
7.6.2.	Aanwezigheden op voorbereidende vergaderingen	219
7.7.	Conclusie	222
HOOFDSTUK 8 – DE ONDERNEMINGSRAAD EN DE BENOEMING VAN DE BEDRIJFSREVISOR		225
CHAPITRE 8 – LE CONSEIL D’ENTREPRISE ET LA NOMINATION DU REVISEUR D’ENTREPRISES		225
8.1.	Algemeen	226
8.2.	Is er betrokkenheid?	227
8.3.	Aard van de bekrachtiging	228
8.3.1.	Aantal voorgestelde kandidaten	228
8.3.2.	Instemming of niet	228
8.3.3.	Aard van de OR-discussie over de (her)benoeming	229
8.4.	<i>Informed consent?</i>	231
8.4.1.	Inleiding	231
8.4.2.	Verschaft informatie over de kandidaat/kandidaten	231
8.4.3.	Persoonlijke voorstelling	235
8.5.	Meer invloed?	236
8.6.	Conclusie	237
HOOFDSTUK 9 – TEVREDENHEID EN ZIJN ATTRIBUTEN		239
CHAPITRE 9 – SATISFACTION ET SES ATTRIBUTS		239
9.1.	Algemeen	240
9.2.	Conceptueel kader	241
9.2.1.	Drie kernattributen	241
9.2.2.	Effect van een <i>standards performance gap of reasonable gap</i>	241

9.2.3.	Andere, interveniërende variabelen	243
	A. Algemeen	243
	B. Attributie	243
	C. Betrokkenheid	244
9.2.4.	Operationalisatie van de mogelijke determinanten	244
9.3.	Kwaliteitsbeoordeling	246
9.3.1.	Theorie	246
9.3.2.	Oordeel	247
9.3.3.	Determinanten	249
9.4.	Impact-evaluatie	252
9.4.1.	Theorie en operationalisatie	252
9.4.2.	Resultaten	253
9.4.3.	Determinantenanalyse	254
9.5.	Tevredenheid	257
9.5.1.	Theoretisch kader	257
9.5.2.	Algemene tevredenheid	257
	A. Inleiding	257
	B. Rapport op 10	258
	C. Aanraden aan anderen	258
	D. Gecombineerde 10-puntenschaal	259
9.5.3.	Tevredenheidsattributen	259
	A. Algemene toelichting	259
	B. Open vraag naar belangrijke attributen	261
	C. Gesloten vraag naar de belangrijkheid van attributen	263
	D. Tevredenheidsbeoordeling van attributen	265
	E. <i>Importance-performance matrix</i>	266
	F. Open vraag naar knelpunten	267
9.5.4.	Determinanten	269
9.5.5.	Kwaliteit, impact en tevredenheid	272
9.6.	Conclusie	274
	BIBLIOGRAFIE / BIBLIOGRAPHIE	277
	BIJLAGEN / ANNEXES	281
	1. Vragenlijsten	282
	2. Geconstrueerde antwoordschalen	311